

**Journée internationale des personnes handicapées :
Échanges sur les droits des personnes vivant avec un handicap**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

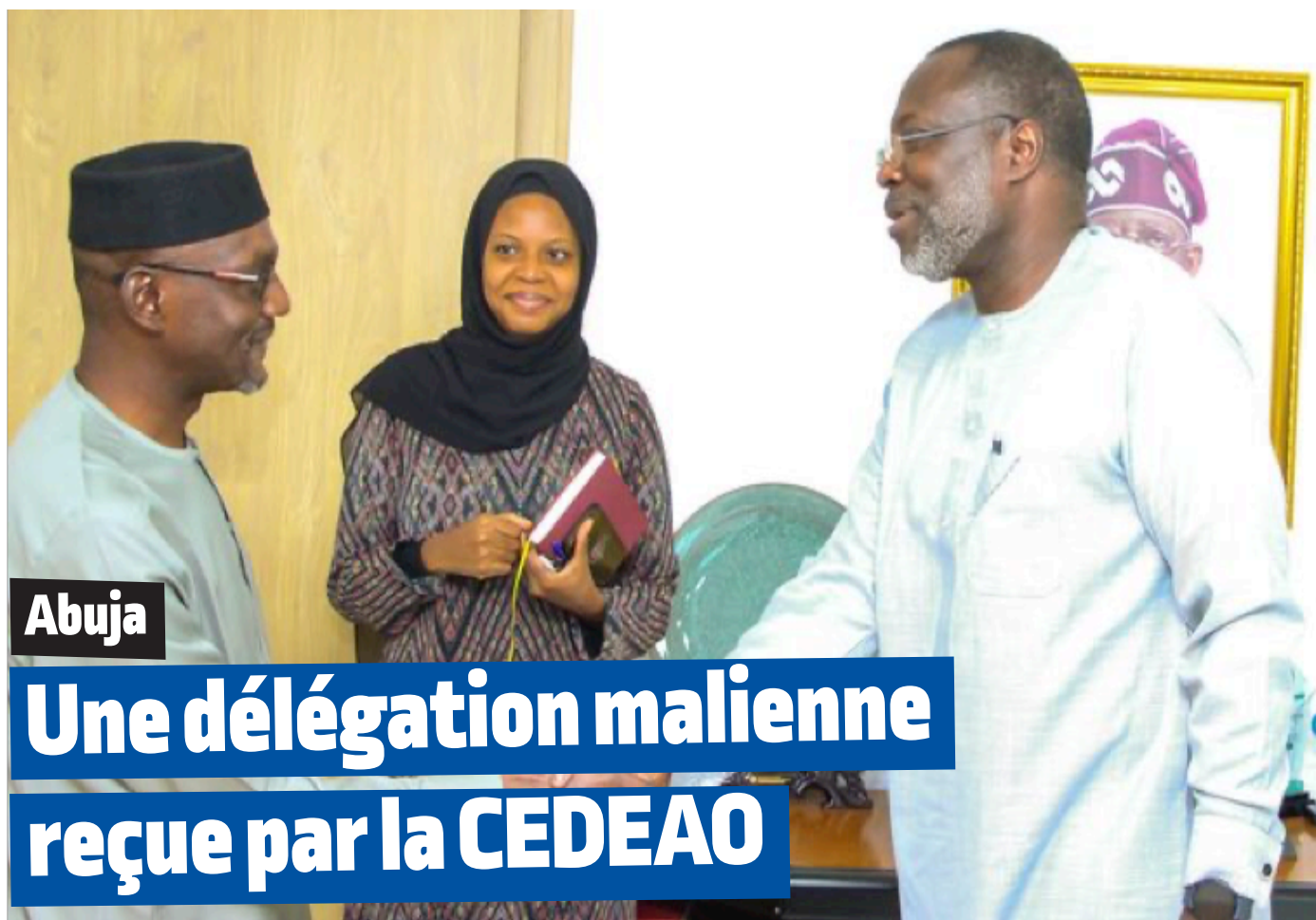
JEUDI 14 DÉCEMBRE 2023

1485

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Abuja

Une délégation malienne reçue par la CEDEAO



Atelier d'immersion des membres du CNT
Le CNT s'est imprégné des activités de l'INPS



Primature :
Une mission des Nations Unies reçue

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

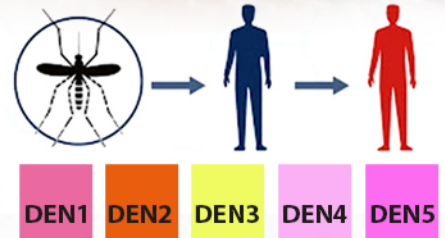


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



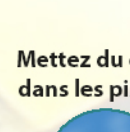
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.16



P.21



P.26



/ Une /



Abuja
Une délégation malienne reçue par la CEDEAO

P.4

/ Breves /



Primature : Une mission des Nations Unies reçue
Mali : L'armée allemande a terminé sa mission auprès de l'ONU
FAMa : Des organisations faitières chez le CEM-GA
Genève : Le Mali a participé à l'événement «Droit de l'Homme 75»

P.14
P.15
P.16
P.17

/ Actualité /



Journée internationale des personnes handicapées :
Échanges sur les droits des personnes vivant avec un handicap
Ségou :
Renforcement de la souveraineté alimentaire

P.19
P.21

/ Politique /



Atelier d'immersion des membres du CNT :
Le CNT s'est imprégné des activités de l'INPS
Couverture Sanitaire Universelle : Les États-Unis soutiennent le Mali

P.24
P.26

/ Culture & Société /



La jeunesse malienne :
Une contribution indispensable au développement du pays

P.28

/ International /



Niger :
Il n'y aura plus de soldats français après le 22 décembre 2023
Sénégal :
L'urgence de lutter contre le terrorisme en Afrique

P.29
P.31

/ Sport /



Techniques de couverture des événements de la CAF :
La FEMAFOOT forme des journalistes sportifs

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Abuja | Une délégation malienne reçue par la CEDEAO

Le 12 décembre 2023, Son Excellence Dr Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la CEDEAO, a rencontré Son Excellence Moustapha Traore, Ambassadeur et Représentant permanent du Mali auprès de la CEDEAO, à Abuja, Nigeria. Cette rencontre a été l'occasion de discuter de la méfiance manifestée par les autorités de transition du Mali envers la CEDEAO lors de l'exécution des initiatives régionales critiques.

La CEDEAO a exprimé sa volonté de dialoguer tout en exprimant des préoccupations quant à la collaboration et au respect des règlements par les autorités maliennes. Elle a également soulevé des inquiétudes concernant les décisions autonomes prises par ces autorités concernant le programme de transition convenu.

Le Président Touray a souligné les

efforts entrepris par la CEDEAO pour sauvegarder la démocratie et la stabilité au Mali. Il a insisté sur la mise en œuvre de sanctions économiques et financières supplémentaires afin d'encourager le gouvernement de transition à respecter son engagement envers la restauration de la gouvernance démocratique.

De son côté, l'Ambassadeur Moustapha Traore a exprimé sa



gratitude pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, tout en reconnaissant les circonstances difficiles. Il a réaffirmé l'engagement de la République du Mali à une collaboration continue et s'est montré optimiste quant à l'évolution actuelle des projets communs entre la CEDEAO et le Mali.

Cette réunion s'est terminée sur une note positive, mettant en évidence l'engagement commun de la CEDEAO et du Mali à relever les défis et à promouvoir la coopération pour la stabilité et le progrès de la région.

La CEDEAO, par le biais de son Président, continue d'œuvrer activement pour soutenir la transition démocratique en cours au Mali. Les discussions avec les autorités maliennes visent

à renforcer la collaboration et à garantir le respect des règlements régionaux. La mise en place de sanctions économiques et financières supplémentaires est envisagée comme un moyen de stimuler le gouvernement de transition à respecter ses engagements en matière de gouvernance démocratique.

L'Ambassadeur Moustapha Traore a souligné l'importance de cette collaboration continue entre la République du Mali et la CEDEAO. Malgré les difficultés rencontrées, il reste optimiste quant à l'évolution positive des projets communs. Cette rencontre témoigne de la détermination des deux parties à surmonter les obstacles et à travailler ensemble pour assurer la stabilité et le progrès de la région.

Cette réunion entre le président de la Commission de la CEDEAO et l'envoyé de la République du Mali a permis de mettre en évidence les efforts déployés par la CEDEAO pour soutenir la transition démocratique en cours au Mali. Les discussions ont porté sur les défis à relever et les mesures à prendre, notamment la possibilité de sanctions économiques et financières supplémentaires. L'engagement commun en faveur de la stabilité et du progrès de la région a été souligné, démontrant ainsi la volonté des deux parties de travailler ensemble malgré les difficultés. La réunion entre la CEDEAO et le Mali s'est conclue de manière positive, mettant en évidence l'engagement commun à relever les défis et à favoriser la coopération pour la stabilité et le progrès de la région.



La CEDEAO, considérée comme l'un des piliers de la Communauté économique africaine, a été créée dans le but de promouvoir la coopération et l'intégration en vue de l'établissement d'une union économique en Afrique de l'Ouest. Son objectif principal est d'améliorer les conditions de vie des peuples de la région, de maintenir et d'améliorer

la stabilité économique, de favoriser les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain.

Pour atteindre ces objectifs, la CEDEAO met en œuvre des programmes critiques et stratégiques visant à approfondir la cohésion et à éliminer progressivement les

obstacles à une intégration complète. Ces programmes ont pour but d'aider les quelque 300 millions de citoyens de la communauté à s'approprier la réalisation de la nouvelle vision de la CEDEAO, qui vise à passer d'une organisation centrée sur les États à une "CEDEAO des Peuples : Paix et Prospérité pour Tous" d'ici 2050.

■ **Moctar Sow**

The advertisement features the logo for malikile.com, which includes the tagline "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !". To the right, a smartphone is shown displaying a news article with the headline "74e Mémorial" and "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER".



Institut National de Prévoyance Sociale

(I.N.P.S)

Bamako, le20(.....)


Avis d'Appel d'Offres Ouvert N°01 /INPS 2024

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2024, lance L'Avis d'Appel d'Offres Ouvert (DAOO N° 01) relatif aux **GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX DE L'INSTITUT NATIONAL DE PRÉVOYANCE SOCIALE (I.N.P.S) EN TROIS (03) LOTS DISTINCTS.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de : **Cent mille (100 000 FCFA).**

La séance d'ouverture des plis aura lieu **le Jeudi 18 Janvier 2024 à 13 heures 00 mn.** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS au 1^{er} étage, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 18 Janvier 2024 à 12 heures 30 mn.** Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de: **4 000 000 FCFA pour le lot 1, un montant de 3 000 000 pour le lot 2 et pour le lot 3.**


OUSMANE KARIM COULIBALY
Chevalier de l'ordre national



Institut National de Prévoyance Sociale

(I.N.P.S)

Bamako, le20.....

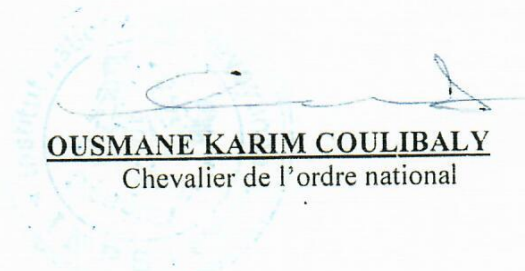
Avis d'Appel d'Offres Ouvert N°02 /INPS 2024

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2024, lance L'Avis d'Appel d'Offres Ouvert (DAOO N° 02) relatif à **L'ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES LOCAUX DE L'INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE (I.N.P.S) EN TROIS (03) LOTS DISTINCT**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de : **Cent mille (100 000 FCFA)**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Judi 18 Janvier 2024 à 13 heures 30 mn** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS au 1^{er} étage, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Judi 18 Janvier 2024 à 12 heures 30 mn** Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de: **4 000 000 FCFA pour le lot 1, un montant de 3 000 000 pour le lot 2 et pour le lot 3.**


OUSMANE KARIM COULIBALY
Chevalier de l'ordre national

■ Ecowas - Cedeao



La commission de la CEDEAO et les ministres des infrastructures routières du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria et du Togo se réunissent pour accélérer la mise en œuvre de la double route à 6 voies entre Abidjan et Lagos.

Cotonou, 13 décembre 2023 – La Commission de la CEDEAO, l'Agence d'exécution du projet de développement de l'autoroute du corridor Abidjan-Lagos, organisera le 15 décembre 2023, la vingtième (20e) réunion du comité directeur ministériel du projet à Cotonou, République du Bénin pour évaluer le niveau des progrès réalisés jusqu'à présent, prendre des décisions critiques et pour Suivre plus rapidement le processus de mise en œuvre.

L'honorable Ministre des infrastructures et des transports de la République du Bénin accueillera la réunion tandis que le Président du Comité directeur ministériel et Ministre des travaux et du logement de la République fédérale du Nigeria, l'ingénieur David Nweze Umahi présidera la réunion.

Engr. David Nweze Umahi est le nouveau ministre honorable du Travail et du Logement du Nigeria qui a pris la relève du ministre ancien, l'honorable Babatunde Raji Fashola. Les Ministres Coor-dinateurs de Côte d'Ivoire, Ghana et Togo assisteront également à la réunion dans leurs capacités en tant que ministres en charge des infrastructures routières dans leurs pays.

Avant la réunion du comité directeur prévue pour le 15 décembre 2023, les 13 et 14 décembre 2023 ont été réservés pour une réunion technique exhaustive des membres du comité d'experts du projet d'aménagement de l'autoroute du corridor Abidjan Lagos fait des ingénieurs et des experts des Ministères et les agences en charge des routes et des infrastructures dans les cinq pays membres, l'Unité de mise en œuvre des projets de la CEDEAO (PIU), les partenaires de financement à savoir la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union européenne et d'autres partenaires de financement.

La réunion d'experts de deux jours passera en revue les progrès réalisés dans le projet depuis la 19e réunion du comité d'experts et de pilotage tenue en mai 2023 à Accra, Ghana et décrira les mesures pour accélérer les processus conduisant à l'achèvement de la phase d'étude du projet et au passage à la construction de l'autoroute.



Ras Dial Ras Dial



#STUDIO_MALI: Nous t'avons vu partir sans pouvoir rien faire pour te retenir. Il y a deux ans que tu nous as quittés, le temps pourra s'enfuir mais n'effacera jamais de nos cœurs ce que tu as été pour nous tous.

Repos éternel #Makan_Koné



■ Bamako news+



L'offensive opérationnelle et technique du ministère de la Santé et du Développement Social contre les maladies à virus : Dengue, Zika et Chikungunga !!!

Ainsi, dans le cadre de la lutte contre la Dengue, la maladie à virus Zika et Chikungunya que la mairie de la commune V en collaboration avec la DGSHP et la DRS sous le leadership du Ministère de la Santé et du Développement social ont initié une campagne de fimugation au niveau des écoles de la commune V du district de Bamako.

En effet, cette fimugation est une opération de lutte anti vectorielle qui consiste à l'utilisation d'un produit imagocide qui tue les insectes adultes vecteurs de la transmission de ces virus (maladie).

Elle est un mécanisme fondamental qui vient en appui aux activités d'assainissement et de salubrité, c'est pourquoi le concours de la population est sollicité pour assainir leur environnement immédiat en plus des autres méthodes de prévention qui sont entre autres le port de vêtements longs, dormir sous moustiquaire imprégnée et l'utilisation de produits répulsifs.

Le ministère de la Santé et du Développement Social en partenariat avec les collectivités et les partenaires techniques et financiers entendent intensifier ces opérations sur tout le territoire. #MSDS



■ Youssouf Diallo



Quand on est à certains niveaux de responsabilité et qu'on est incapable de faire face à ses responsabilités, on garde profil bas ou on la boucle

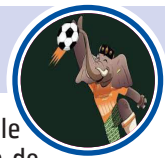
aBamako.com



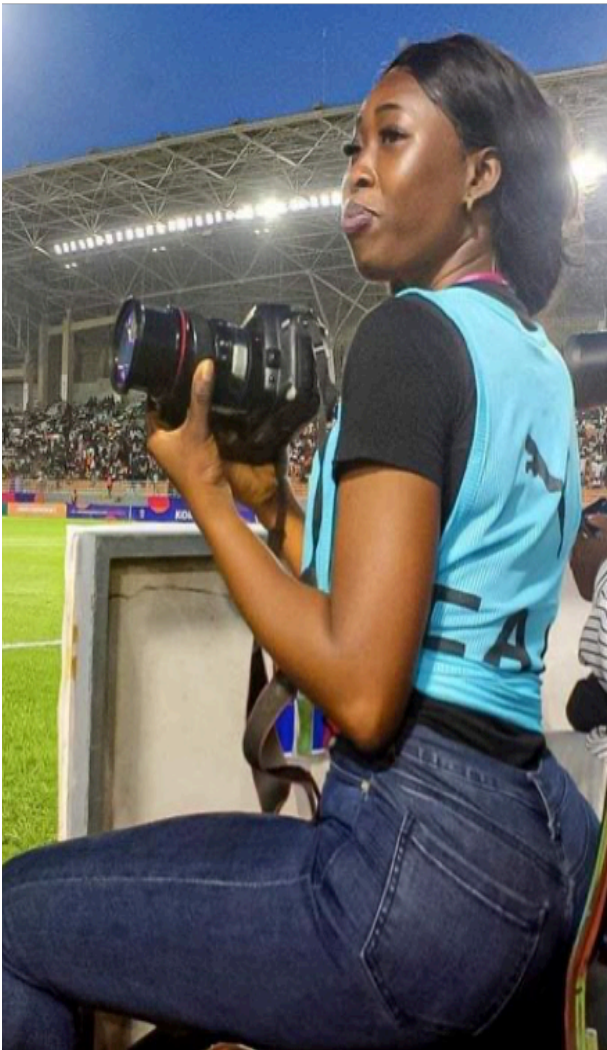
Le Gouverneur de la région Kidal, le Général Gamou vient de rentrer à Kidal avec plusieurs différents responsables des services techniques.



CAN 2024 CÔTE D'IVOIRE



Cette jeune Ivoirienne est un exemple et représente la nouvelle génération de photographes sportifs ivoiriens. En effet, plusieurs personnes sont agréablement surprises de voir une jeune fille aussi talentueuse et belle se consacrer à sa passion, la photographie sportive, pour gagner sa vie. Cela démontre qu'une jeune fille en Afrique peut vivre de sa passion dignement.



■ [People223.com](https://www.People223.com)



#People #Musique

Auteur, compositeur, #Adama_Yalomba, est un multiinstrumentiste du Macina, qui enflamme autant les scènes nationales qu'internationales. En 1992, #Adama débarque à Bamako avec l'ambition de partager son expérience. Il impose son propre style, un rythme entraînant qui fait danser. Aujourd'hui, il fait partie intégrante des étoiles montantes de la musique malienne.

De son vrai nom #Adama_Traoré, Adama Yalomba est né au milieu des années 1970 dans le Macina, où son père, Samadji Traoré, était un agriculteur, artiste et un

virtuose de la n'dan, un instrument mystique six cordes qui est traditionnellement joué pour accueillir ceux qui ont été à l'étranger. #Yalomba est un percussionniste et chaîne-instrumentiste excellent (n'goni, n'dan et guitare), et il a joué avec le Balazan de Ségou, un groupe talentueux de la région de Ségou, et Bronkoni de Niono, un autre grand groupe de la région. Parti du Macina jusqu'en Europe, en passant par plusieurs villes du Mali, Adama Yalomba représente la nouvelle génération de musiciens maliens, qui sortent peu à peu de l'ombre de leurs glorieux aînés pour hisser haut le drapeau malien sur les scènes internationales.

Auteur de plusieurs albums, il aborde dans ses chansons, les maux de la société malienne, entre autres la corruption, la salubrité la mauvaise gestion.



■ Jeune Afrique



Son ascension avait été fulgurante et l'annonce de son départ a surpris Abidjan. Après Patrick Achi, c'est au tour du secrétaire général de la présidence de quitter le cercle des proches collaborateurs d'Alassane Ouattara.

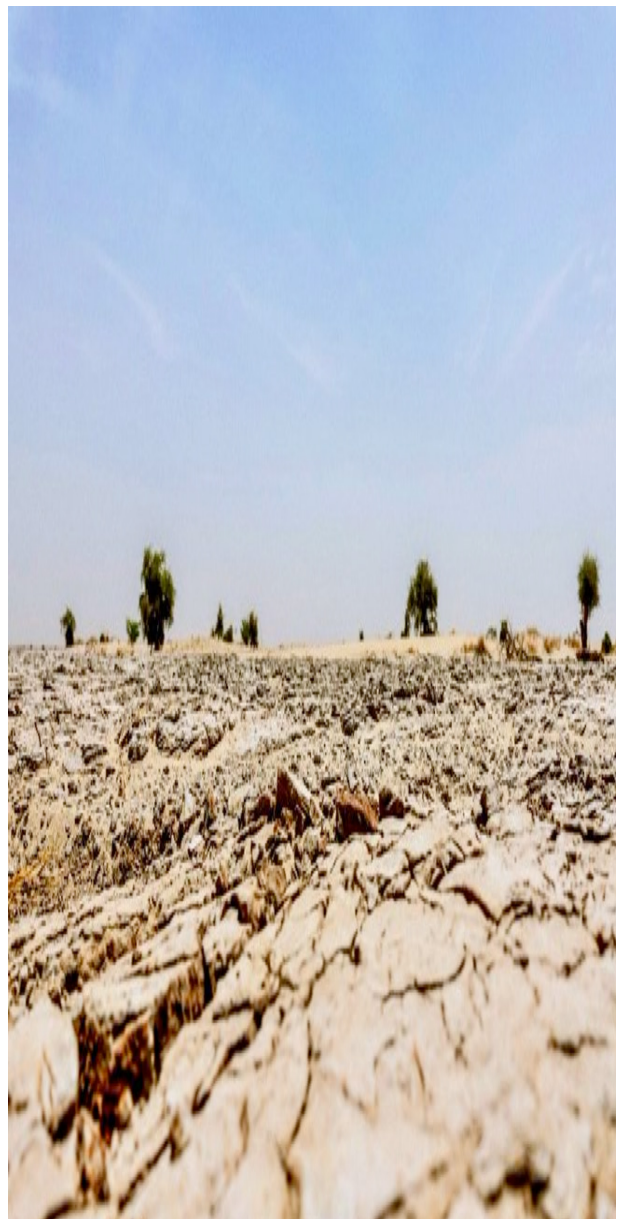


■ Tiéoulé Mamadou Konaté



@NexusNexis

L'assèchement du lac Faguibine est un drame pour les populations du cercle de Goundam. L'Etat n'a pas su mobiliser les ressources/partenaires afin de restaurer le système Faguibine, cas illustratif de la vulnérabilité des pays en conflit face au changement climatique. IRC



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

Primature : Une mission des Nations Unies reçue

Le mardi 12 décembre 2023, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu une délégation des Nations Unies dirigée par Atul KHARE, Secrétaire général adjoint chargé de l'appui opérationnel des Nations Unies. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi du processus de retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui doit prendre fin le 31 décembre 2023.

Malgré les difficultés rencontrées lors de la première phase, le retrait de la MINUSMA se déroule de manière satisfaisante pour toutes les parties concernées. Lors de la rencontre, le Secrétaire général adjoint a abordé la phase de liquidation et a sollicité le soutien du gouvernement malien pour assurer le bon déroulement de cette dernière étape. Atul KHARE a également souligné que les Nations Unies continueront à apporter leur assistance au Mali, marquant ainsi le début d'un nouveau chapitre pour le pays.

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a salué le bon déroulement du retrait de la MINUSMA, qualifiant l'opération de complexe. Il a également mentionné que les difficultés rencontrées étaient principalement liées à une incompréhension de la mission de la MINUSMA, qui n'était pas venue pour combattre. Cependant, le Premier ministre s'est dit satisfait de la collaboration et de l'intelligence mises en œuvre pour que tout se termine de manière satisfaisante.

Cette visite des Nations Unies et la rencontre entre le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga et la délégation dirigée par Atul KHARE témoignent de l'importance accordée au suivi du retrait de la MINUSMA au Mali. Il est essentiel que toutes les parties travaillent ensemble pour assurer une transition fluide vers la prochaine phase de stabilité et de développement du pays.

Le Mali peut désormais envisager l'avenir avec optimisme, sachant que les Nations Unies continueront à soutenir le pays dans ses efforts de stabilisation et de reconstruction. Cette visite marque une étape importante dans le processus de consolidation de la paix au Mali et ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour le pays et son peuple.

Fatou Sissoko



Mali:
**L'armée allemande a terminé sa mission
auprès de l'ONU**

L'armée allemande a terminé sa mission au Mali, au titre de son engagement dans la force de l'ONU (Minusma), avec le retrait de la quasi-totalité de ses soldats, a annoncé mardi le ministère de la Défense. «Après près de dix ans, la mission au sein de la Minusma est terminée. Les derniers soldats allemands ont quitté Gao», a déclaré le ministère de la Défense dans un message sur son compte X.

L'armée a précisé que quatre soldats allemands, encore présents dans la capitale Bamako, quitteront le pays dimanche. «Les 142 derniers soldats de la Bundeswehr ont quitté mardi leur base de Gao. Ils sont désormais en route vers la capitale sénégalaise Dakar, d'où ils prépareront leur retour vers l'Allemagne prévu pour le 15 décembre», a ajouté l'armée dans un communiqué.

Une cérémonie d'accueil est programmée à leur arrivée avec la présence notamment du ministre de la Défense Boris Pistorius. La veille, la Minusma avait abaissé le drapeau des Nations unies sur son quartier général à Bamako, clôturant symboliquement dix ans de déploiement dans ce pays en crise d'où la junte militaire, au pouvoir depuis 2020, la chasse.

20.000 soldats allemands

Avec environ un contingent d'un millier de soldats, l'Allemagne était la plus importante contributrice occidentale à la mission des Casques bleus déployée dans ce pays en proie à la déstabilisation djihadiste et aux violences de toutes sortes, qui se sont propagées aux pays sahéliens voisins.

Plus de 20.000 soldats allemands sont passés par le Mali dans le cadre de la Minusma au cours des 10 dernières années, dont trois y ont perdu la vie, selon la Bundeswehr. La fermeture de la Minusma met fin à un engagement commencé en 2013 face à la propagation du djihadisme qui menaçait la stabilité d'un État pauvre et fragile, et dont l'expansion se poursuit aujourd'hui.

La violence a gagné les voisins sahéliens du Burkina Faso et du Niger, tuant des milliers de civils et combattants et déplaçant des millions de personnes. Avec plus de 180 membres tués dans des attaques essentiellement perpétrées par les groupes affiliés à al-Qaïda et à l'organisation État islamique, la Minusma a été la mission de l'ONU la plus durement touchée ces dernières années. Ses effectifs ont tourné autour des 15.000 soldats et policiers venus de dizaines de pays.

Le Figaro



FAMa:
Des organisations faitières chez
le CEM-GA



L'association faitière Bwa Niimi et une délégation du Front Uni pour la Sauvegarde de l'Intégrité du Mali (FUSI-Mali) ont été reçues le mercredi 06 décembre 2023, par le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA, dans la salle de conférence de son service, en présence de ses collaborateurs.

Le président de l'Association faitière Bwa Niimi, Zozé Norbert DEMBELE, dans son intervention a déclaré qu'ils sont venus faire part au CEMGA de l'existence de leur association et de lui demander les conseils pour le bon fonctionnement de l'association. Il a signalé également qu'ils se sont mis ensemble pour soutenir les Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission régalienne qui est la défense de l'intégrité territoriale.

M. DEMBELE a, d'autre part, souligné que son association compte 66 associations communautaires qui se sont regroupées afin de promouvoir la paix, la culture et le développement.

Le président dira que son organisation entend collaborer avec les FAMa surtout en terme de renseignement pour leur permettre de mener à bien leur mission. Il a saisi l'occasion pour demander aux FDS de rester souder en tant que pilier du développement de notre pays.

Quant au Vice-Président du Front Uni pour la Sauvegarde de l'Intégrité du Mali (FUSI-Mali), Hamadoun DAOU, il a informé qu'ils ont remis une enveloppe d'un million de FCFA au Chef d'Etat-major Général des Armées de la part de la diaspora du FUSI-Mali au Congo Brazzaville. Une



manière pour ces maliens de manifester la victoire des FAMa, suite à la reprise des emprises de Kidal.

Le Vice-président a saisi cette opportunité pour saluer et féliciter les FAMa pour leur courage et leur détermination pour la libération de Kidal. Avant d'inviter les autres bonnes volontés à emboîter leurs pas en soutenant les FAMa.

Enfin, M. DAOU a rappelé que le FUSI-Mali a pour objectif de soutenir l'Armée, de préserver les acquis de la Transition et d'unir les maliens pour la paix.

Très enthousiaste, le Chef d'Etat-major Général a saisi l'occasion pour remettre un cadeau symbolique au Vice-président du FUSI-Mali pour leur initiative combien importante pour les FAMa.

Sgt Bintou Founé TRAORE
Source : DIRPA



Genève:**Le Mali a participé à l'événement «Droit de l'Homme 75»**

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme du Mali a récemment pris part à une réunion internationale de haut niveau intitulée «Droit de l'homme 75». Cet événement s'est déroulé à Genève, en Suisse, les 11 et 12 décembre 2023, dans le cadre du 75ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La délégation malienne, dirigée par Monsieur le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, représentait Son Excellence le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État. Plus de 150 pays membres des Nations Unies étaient présents lors de cet événement, représentés par leurs chefs d'État ou de gouvernement.

Aux côtés du Ministre, la délégation malienne comprenait M. Abdoul Karim Diarra, Conseiller Technique au Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Son Excellence l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Mission du Mali à Genève, ainsi que le 4ème Conseiller de l'Ambassadeur.

Lors de cet événement, le Mali a pris trois engagements importants en faveur de la mise en œuvre des droits de l'Homme. Le premier engagement concerne la lutte contre l'impunité, un enjeu majeur dans de nombreux pays. Le Mali s'engage ainsi à renforcer les mécanismes

permettant de poursuivre les auteurs de violations des droits de l'Homme et à garantir que justice soit rendue.

Le deuxième engagement porte sur le renforcement de la cohésion, de la consolidation de la paix et de la sécurité. Le Mali, confronté à d'importants défis sécuritaires, s'engage à promouvoir la réconciliation nationale, à renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes et à favoriser la stabilité dans le pays.

Enfin, le troisième engagement concerne le respect des droits humains et des libertés fondamentales au Mali. Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme réaffirme l'engagement des autorités de la transition à garantir le respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et à promouvoir une société plus juste et équitable.

La participation du Mali à l'événement «Droit de l'homme 75» témoigne de l'importance accordée par le pays aux droits de l'Homme et à leur promotion à l'échelle internationale. En s'engageant à mettre en œuvre ces trois engagements, le Mali montre sa volonté de progresser dans la protection et le respect des droits de l'Homme sur son territoire.

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme du Mali continuera à travailler activement pour concrétiser ces engagements et à collaborer avec les organisations internationales et les autres pays pour promouvoir les droits de l'Homme et construire un avenir meilleur pour tous.

Karamoko B Keita





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Journée internationale des personnes handicapées : Échanges sur les droits des personnes vivant avec un handicap



Dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale des personnes handicapées, le Centre d'assistance et de promotion des Droits Humains (CapDH) a organisé le samedi 9 décembre dernier une conférence-débat ainsi qu'une caravane de sensibilisation visant à mieux faire comprendre les problèmes liés au handicap. Cette activité avait pour

thème : « Agissons pour l'application des lois et des conventions relatives aux droits des personnes vivant avec un handicap ».

Depuis 1994, la Journée internationale des personnes handicapées est célébrée chaque année le 3 décembre à travers le monde. Son objectif est de promouvoir les droits et le bien-être des personnes han-

dicapées dans toutes les sphères de la société et du développement, ainsi que de sensibiliser davantage à leur situation particulière dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

C'est dans cette optique que le Centre d'assistance et de promotion des Droits Humains, en soutien à l'Association malienne pour la

protection des personnes atteintes d'albinisme (AMPA), a organisé une conférence-débat sur le thème : «Agissons pour l'application des lois et des conventions relatives aux droits des personnes vivant avec un handicap».

Lors de son intervention, Achérif Ag A Salat, chargé de justice et des droits humains au Centre d'Assistance et de promotion des droits Humains (CapDH), a souligné que cette rencontre avait pour objectif de sensibiliser les populations sur les droits des personnes vivant avec un handicap. Il a également précisé que cette action s'inscrivait dans le cadre du plan d'action et de la vision du CAPDH, qui vise à promouvoir les droits de l'homme sans distinction

de catégorie sociale.

De son côté, Maïga Aminata Traoré, présidente de l'Association malienne pour la protection des personnes atteintes d'albinisme (AMPA), a fait état des activités entreprises par son association, notamment l'organisation d'un festival permettant aux albinos de parler de leurs difficultés et de leur vécu. Elle a ajouté : «Nous avons également réalisé une caravane de sensibilisation sur les difficultés des albinos dans les régions de Ségou, Kayes, Sikasso et Bamako». Par la suite, la présidente a sollicité le soutien de CAPDH afin de toucher davantage de régions. À son tour, le représentant de l'Association des Personnes Vivant avec Handicap

(APVH) a interpellé la Communauté internationale sur l'application des différentes conventions relatives aux droits des personnes vivant avec un handicap. L'activité a été clôturée par une caravane de sensibilisation, qui a permis de combattre les discriminations et les préjugés auxquels sont confrontées les personnes ayant des déficiences visuelles, auditives ou physiques. L'objectif était de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans la société, de mieux faire comprendre les problèmes liés au handicap et de sensibiliser les consciences quant à la lutte en faveur du respect des droits et de la dignité des personnes handicapées.

■ Maffenin DIARRA



www.malikile.com

Ségou: Renforcement de la souveraineté alimentaire



La visite du ministre de l'Élevage et de la Pêche à Ségou a mis en lumière les défis auxquels le secteur est confronté, ainsi que les mesures appropriées qui seront prises pour consolider davantage l'élevage et la pêche.

L'un des problèmes récurrents est le vol de bétail, qui entraîne chaque année d'importantes pertes financières. Des réseaux criminels exploitent les failles de sécurité pour augmenter le vol de bétail et réaliser des gains importants. Cette pratique constitue une menace directe pour le secteur de l'élevage, qui est l'un des piliers essentiels de l'économie du pays, après l'or et le coton.

La dissuasion du vol de bétail passe nécessairement par le renforcement de la sécurité et des contrôles aux frontières, et le gouverneur de la région s'est engagé à veiller à cela.

L'élevage connaît actuellement une évolution qui lui confère une visibilité accrue et contribue davantage à la souveraineté alimentaire du pays. Cela passe par des performances améliorées. Une bonne nouvelle pour les éleveurs est l'augmentation significative de l'offre d'aliments pour le bétail dès février. Le président de la transition, Assimi Goïta, tient ainsi sa promesse de transformer 10% du coton-graine en aliment pour le bétail. Ces ali-

ments seront bientôt acheminés vers les destinations prévues. Cela permettra de réduire, voire d'éliminer, les contraintes majeures observées jusqu'à présent, telles que les retards de livraison et les pénuries de stocks, d'ici 2024.

Des solutions existent pour atteindre ces objectifs. Une alimentation équilibrée favorise l'augmentation de la production de lait, de viande et le développement rapide de la pisciculture, ce qui contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle recherchée par le gouvernement.

En outre, une augmentation de l'offre entraînera une baisse des prix. En ef-



fet, les prix seront ajustés à la baisse pour encourager les acheteurs à se procurer davantage d'aliments pour le bétail, étant donné que l'offre sur le marché sera abondante. C'est le jeu de l'offre et de la demande auquel les éleveurs peuvent légitimement s'attendre.

Par ailleurs, une bonne gestion efficace et efficiente nécessite des moyens de transport adéquats, notamment des véhicules et des mo-

tos pour les directions régionales et locales. Cela permettra aux services publics d'apporter un soutien et des conseils appropriés. Cette fonction est essentielle pour permettre aux services publics de mieux comprendre la situation des organisations professionnelles, de recueillir des informations et d'identifier les besoins en formation afin de proposer des solutions pertinentes.

La visite du ministre de l'Élevage

et de la Pêche à Ségou a permis de mettre en évidence les défis auxquels le secteur est confronté et les mesures à prendre pour les surmonter. Grâce à une meilleure sécurité, une augmentation de l'offre d'aliments pour le bétail et une gestion efficace, l'élevage et la pêche pourront jouer un rôle clé dans la souveraineté alimentaire du pays et contribuer davantage à son économie.

■ Arouna Sidibé

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com
Site:www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Atelier d'immersion des membres du CNT

Le CNT s'est imprégné des activités de l'INPS



Pour informer les membres du CNT sur son fonctionnement et les difficultés auxquelles il est confronté, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), en collaboration avec la commission santé, développement social et solidarité du Conseil national de transition (CNT), a organisé un atelier d'immersion des membres du CNT sur les activités de l'INPS. Cet atelier a eu lieu le mardi 12 décembre 2023 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB).

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère de la santé et du développement social. Il joue un rôle clé dans la mise en œuvre de la politique de sécurité sociale en faveur des travailleurs du secteur privé, des fonctionnaires de l'État et des professions libérales. Les principales missions de l'INPS sont la collecte des cotisations sociales sur les salaires des travailleurs et les revenus des travailleurs indépendants, ainsi

que la fourniture des différentes prestations prévues par le Code de Prévoyance Sociale, telles que les prestations familiales, les accidents du travail et les maladies professionnelles, les pensions d'invalidité et de survie, ainsi que les actions sanitaires et sociales.

L'objectif de l'atelier, qui a réuni les membres du CNT et les travailleurs de l'INPS, était de familiariser les membres du CNT avec les activités de l'INPS et les difficultés rencontrées dans

l'accomplissement de ses missions, afin d'obtenir leur soutien et leur accompagnement dans la recherche de solutions. Il a également été l'occasion d'informer les membres du CNT sur le contenu du projet de loi portant sur les principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère social (E.P.S.), ainsi que sur les innovations du projet de Code de Prévoyance Sociale et de son projet de décret d'application. Enfin, il a permis de partager avec les membres du CNT les difficultés liées à la collecte des cotisations et à la fourniture des prestations sociales par l'INPS.

Le Directeur général de l'INPS, Ousmane Karim Coulibaly, s'est dit fier d'être écouté et accompagné par l'organe législatif de la Transition. Il a affirmé que la mission de service public de l'INPS l'oblige

à être constamment engagé dans des réformes paramétriques afin de garantir la survie des régimes de sécurité sociale pour le bien-être de la population malienne. Il a également souligné que la sécurité sociale est un élément essentiel de l'économie, et que plus l'économie se portera bien, meilleure sera la sécurité sociale. Par conséquent, il estime qu'il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour assurer une sécurité sociale résiliente, garante d'une bonne justice sociale. « Il est nécessaire d'établir une synergie d'actions entre les différentes administrations publiques afin d'obtenir les résultats souhaités », a-t-il déclaré. Par ailleurs, le directeur de l'INPS a affirmé qu'après des moments difficiles, l'INPS s'engage désormais dans des réformes majeures avec les autres institutions de sécurité sociale du pays. Selon lui, ces réformes permettront au Mali de remédier à

de nombreuses lacunes constatées dans l'application des textes régissant la prévoyance sociale.

En exposant les difficultés de l'INPS, Ousmane Karim Coulibaly a souligné devant les membres du CNT que de nombreux employeurs se livrent à des fraudes en matière d'immatriculation (non-déclaration ou sous-déclaration de travailleurs), de recouvrement (sous-déclaration des cotisations sociales) et de prestations (production de faux documents administratifs).

Malgré ces difficultés, il a assuré que l'espoir est tout de même permis grâce à la réforme du secteur minier et à la reprise des activités de certaines entreprises industrielles. Selon lui, ces éléments contribueront à augmenter les recettes fiscales et sociales.

Siguéta Salimata DEMBÉLÉ



Couverture Sanitaire Universelle

Les États-Unis soutiennent le Mali



En 2024, le gouvernement des États-Unis, par le biais de son Agence pour le développement international (USAID), lancera un nouveau projet de financement de la santé appelé "PROPEL Adapt". Ce projet vise à améliorer l'accès à une assurance maladie abordable, à améliorer la disponibilité et la qualité des régimes d'assurance maladie, ainsi qu'à créer un environnement favorable au fonctionnement des mutuelles de santé. Ce projet comprendra également un programme d'apprentissage sur l'adoption et la

mise en œuvre des régimes d'assurance maladie.

Le gouvernement des États-Unis soutient le système de santé malien depuis plus de 60 ans grâce à un partenariat solide avec le ministère de la Santé et du Développement social. Rien qu'en 2022, le gouvernement des États-Unis a investi 95 millions de dollars américains pour améliorer la santé et le bien-être de plus de 17 millions de Maliens.

En 2024, le gouvernement des États-Unis, par le biais de son Agence pour le développement international (USAID), lancera un nouveau projet de financement de la santé appelé "PROPEL Adapt". Les objectifs de ce projet sont les suivants : accroître l'accès à une assurance maladie abordable ou à des mutuelles ; améliorer la disponibilité et la qualité des régimes d'assurance maladie couvrant un ensemble essentiel de services de soins de santé primaires ; améliorer l'environnement

favorable au fonctionnement des mutuelles de santé ; et mettre en place un programme d'apprentissage sur l'adoption et la mise en œuvre des régimes d'assurance maladie.

Le projet PROPEL Adapt renforcera la capacité des plateformes et mécanismes locaux existants en matière d'assurance maladie (gouvernance, gestion et financement) dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Mopti. Le projet contribuera à faire avancer les politiques et les systèmes nationaux, à trouver des solutions durables aux dépenses de santé très élevées, et à garantir que les populations vulnérables aient accès à des soins de santé de qualité et abordables.

Toutes les activités soutenues par le gouvernement des États-Unis s'inscrivent pleinement dans les priorités stratégiques du gouvernement malien et se concentrent sur le renforcement

du système de santé, la santé maternelle et infantile, la planification familiale, la lutte contre les maladies infectieuses (paludisme, VIH/SIDA, Covid-19), la sécurité sanitaire mondiale, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Il convient de rappeler que le Mali a réalisé des réductions significatives des taux de mortalité infantile et juvénile au cours de la dernière décennie. Malgré ces progrès importants, le Mali a l'un des taux de dépenses de santé les plus bas au monde (35,45 \$ par habitant, dont 44 % des dépenses proviennent des ménages). Pour alléger le fardeau financier des dépenses de santé pour les populations maliennes et promouvoir la couverture maladie universelle grâce à des systèmes de santé résilients, le gouvernement malien a adopté une loi établissant le régime d'assurance maladie universelle en 2018. Les États-Unis restent déterminés à soutenir les

efforts du Mali en faveur de cette initiative au profit des populations maliennes.

Comme le dit un proverbe malien : "La santé n'a pas de prix, mais elle a toujours un coût." L'ambassadeur des États-Unis au Mali, Rachna Korhonen, souligne l'engagement du gouvernement américain à soutenir les efforts du ministère de la Santé et du Développement Social pour promouvoir et étendre l'assurance mutuelle de santé dans les zones rurales de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Mopti.

Le système d'assurance maladie est composé du régime d'assurance maladie obligatoire pour les salariés de l'économie formelle, du régime d'assistance médicale et de l'assurance maladie volontaire qui couvre 78% de la population (monde rural et secteur informel).

Binadjan Dombia



La jeunesse malienne : Une contribution indispensable au développement du pays



Au milieu des difficultés rencontrées par le Mali, les jeunes tentent de trouver leur voie en s'engageant dans diverses activités. Cependant, plusieurs obstacles entravent leur contribution significative au développement du pays. Parmi ces obstacles, on peut citer la propension à l'oisiveté une fois diplômés, l'importance de l'engagement citoyen et patriotique, ainsi que la nécessité de lutter contre la corruption. Malgré ces défis, certains jeunes se démarquent par leur travail acharné et leur engagement, que ce soit dans le domaine de l'innovation technologique, de la musique ou des actions communautaires.

Une fois diplômés, de nombreux jeunes maliens sont enclins à l'oisiveté, passant leur temps à se prélasser sur les plages ou à fréquenter les boîtes de nuit. Cependant, il est important de rappeler que le diplôme n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre ses objectifs. Les jeunes doivent prendre conscience de leur rôle dans la société et persévérer dans leurs efforts pour contribuer au développement du pays.

Selon Zeinab Evelyne Jacques, présidente de la COFOR, les jeunes maliens peuvent contribuer au développement du pays en s'engageant de manière citoyenne et patriotique. Il est essentiel que les jeunes acceptent de se former, prennent leurs formations au sérieux et se battent pour que leurs voix soient entendues. Ils doivent cesser de suivre aveuglément les autres pour des intérêts éphémères, que ce soit en politique ou autre, et rester fidèles à leurs convictions.

Malgré les défis auxquels ils sont confrontés, de nombreux jeunes maliens se démarquent par leur dynamisme, leur créativité et leur enthousiasme. Certains se sont distingués sur la scène africaine grâce à leur innovation technologique, tandis que d'autres ont réussi dans le domaine de la musique, comme Iba One qui a remporté de nombreux prix. Leur engagement dans des actions communautaires est également à souligner, bien que certains abandonnent face aux difficultés. Il est important de rappeler que l'échec fait partie du succès et que tous les parcours ne sont pas linéaires.

Malgré les réussites individuelles, il existe encore des défis à relever pour la jeunesse malienne. Certains projets ont du mal à obtenir un financement, ce qui pousse certains jeunes à s'engager dans des activités jugées peu recommandables. Cependant, il est crucial de ne pas se reposer sur ses lauriers et de continuer à chercher des opportunités de développement, même si cela implique de prendre des risques.

La jeunesse malienne représente une frange importante de la population et peut jouer un rôle clé dans le développement du pays. Pour cela, il est essentiel que les jeunes diplômés évitent l'oisiveté et s'engagent de manière citoyenne et patriotique. Les réussites des jeunes entrepreneurs, artistes et acteurs communautaires sont à saluer, mais il reste encore des défis à relever. En encourageant la formation continue, en soutenant l'innovation et en luttant contre la corruption, le Mali peut compter sur sa jeunesse pour contribuer à son développement socio-économique.

Fatou Sissoko

Niger

Il n'y aura plus de soldats français après le 22 décembre 2023



C'est un signe évident d'une profonde rupture entre la France et le Niger depuis l'arrivée des militaires au pouvoir après le coup d'État du 26 juillet. Comme au Mali, les troupes françaises quitteront définitivement le sol nigérien en décembre 2023.

Tous les soldats français déployés au Niger dans le cadre de la lutte contre le djihadisme auront quitté le pays d'ici le 22 décembre, a annoncé le régime militaire qui a pris le pouvoir par un coup d'État à Niamey. C'est la conclusion d'un départ qui a commencé en octobre. «D'ici le 22 décembre prochain,

tous les soldats français ainsi que leur équipement logistique auront définitivement quitté le Niger», indiquent les forces armées nigériennes dans leur communiqué.

C'est le résultat d'une profonde rupture entre la France et le Niger depuis l'arrivée des généraux au pouvoir à Niamey lors du coup d'État du 26 juillet. Ils avaient alors rapidement exigé le départ des soldats français - environ 1 500 déployés pour lutter contre les djihadistes - et dénoncé plusieurs accords militaires conclus avec Paris.

Après une longue confrontation, la France s'y était résignée et Emma-

nuel Macron avait annoncé que le retrait serait terminé avant la fin de l'année. Mardi 12 décembre, l'armée nigérienne a précisé que «le processus de désengagement des troupes françaises se poursuit jusqu'à présent de manière coordonnée et en toute sécurité».

Ruptures de certains partenariats occidentaux

«1 346 Français et 80 % du matériel logistique ont été retirés de nos frontières. À ce jour, il ne reste que 157 soldats français sur notre territoire, dont 75 logisticiens», a détaillé le journal de la télévision nationale nigérienne, Télé Sahel, mardi

soir. Un premier convoi de soldats français avait quitté le pays le 10 octobre.

Depuis le coup d'État qui a renversé le président élu Mohamed Bazoum, séquestré dans sa résidence, les généraux nigériens au pouvoir rompent progressivement les liens tissés par le régime déchu avec certains partenaires occidentaux. Début décembre, Niamey a annoncé la fin de deux missions, civile et militaire, de sécurité et de défense de l'Union européenne (UE) dans le pays, alors que les militaires au pouvoir accueillent une délégation russe.

Parallèlement, depuis le coup d'État, le Niger coopère avec le Burkina Faso et le Mali, également dirigés par des militaires. Les trois pays sont confrontés à des violences djihadistes. Après le Mali en 2022, le Burkina Faso et le Niger ont également annoncé début décembre leur retrait de l'organisation antidjihadiste

G5 Sahel, actuellement composée de la Mauritanie et du Tchad. Le Niger est touché par des attaques sanglantes dans ses parties ouest et sud-est par des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Maintien des sanctions régionales

À l'issue d'un sommet qui s'est tenu dimanche à Abuja, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, réunis au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont décidé de maintenir les lourdes sanctions économiques et financières imposées au Niger après le coup d'État. Ils conditionnent leur levée à une «transition courte».

La secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires africaines, Molly Phee, qui a participé à ce sommet, s'est rendue mardi à Niamey à la tête d'une délégation. Elle s'est entretenue avec le premier ministre nigérien nommé par les militaires, Ali Mahaman Lamine Zeine, selon la radio nigérienne.

Par ailleurs, la nouvelle ambassadrice des États-Unis au Niger, Kathleen FitzGibbon, arrivée à Niamey mi-août, présentera bientôt ses lettres de créance aux autorités, comme l'a assuré le ministre des affaires étrangères nigérien, Bakary Yaou Sangaré, début décembre.

De leur côté, des ONG internationales intervenant au Niger ont demandé mardi un assouplissement des sanctions imposées par la CEDEAO à Niamey. Elles souhaitent faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire d'urgence par le biais du Bénin voisin. Elles déplorent que l'organisation n'ait pas «tenu compte des appels» de la communauté humanitaire «pour garantir que les civils du Niger aient accès à une aide vitale». Selon elles, plus de 4,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance urgente au Niger.

Binadjan Doumbia



Sénégal: L'urgence de lutter contre le terrorisme en Afrique

Le président sénégalais Macky Sall a souligné l'urgence de lutter contre le terrorisme en Afrique lors d'une table ronde à Genève. Selon lui, cette lutte est essentielle pour protéger les droits humains qui sont menacés par les activités terroristes qui continuent de se propager sur le continent africain. Macky Sall a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à assumer pleinement ses responsabilités dans cette lutte, soulignant que le terrorisme menace à la fois la paix et la sécurité internationales, ainsi que les droits humains fondamentaux tels que le droit à la vie, à la sécurité et à la sûreté.

Le président Sall a également souligné que le populisme, le radicalisme et l'extrémisme sont les pires menaces pour les droits humains, la démocratie et la liberté, quel que soit le pays où ils se manifestent. Il a réaffirmé l'engagement du Sénégal en faveur des droits humains, rappelant que le pays avait accueilli la retraite du Conseil des droits de l'homme en novembre 2019.

En 2022 et 2023, le Sénégal a participé à un dialogue avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. En janvier prochain, le pays sera soumis pour la quatrième fois à l'examen périodique universel, un mécanisme qui évalue les performances des États en matière de droits de l'homme.

Dans le cadre de ses efforts pour renforcer la protection des droits de l'homme, le gouvernement sénégalais a adopté un projet de loi instituant la Commission nationale des droits de l'homme, une autorité indépendante chargée de remplacer le Comité sénégalais des droits de l'homme.

Macky Sall a appelé les peuples



à combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, l'extrémisme violent, l'intolérance religieuse et la violation du droit international humanitaire. Il a mis en garde contre la logique des «deux poids deux mesures», soulignant que cela pourrait fragiliser l'architecture internationale des droits humains.

Le président sénégalais Macky Sall a souligné l'urgence de lutter contre le terrorisme en Afrique pour protéger les droits humains fondamentaux. Il a appelé à une action collective et à un rejet résolu du racisme et de l'extrémisme, mettant en avant les engagements du Sénégal en faveur des droits humains.

Arouna Sidibé

Techniques de couverture des événements de la CAF :

La FEMAFOOT forme des journalistes sportifs



La Fédération malienne de Football (FEMAFOOT) s'engage à développer le football malien dans toutes ses composantes. Dans cette optique, le Comité exécutif dirigé par Mamoutou Touré « Bavieux » a récemment organisé une session de formation pour les journalistes sportifs maliens en collaboration avec l'Association des Journalistes sportifs du Mali (AJSM). Cette formation, intitulée « Session de formation de haut niveau pour la CAN », s'est déroulée les 9 et 10 décembre 2023 à l'hôtel Millenium sous la supervision de l'expérimenté journaliste

sénégalais Aliou Goloko. L'objectif principal de cet atelier était de sensibiliser les journalistes sportifs sur leur comportement lors de la couverture des grands événements de la Confédération africaine de football [CAF], ainsi que sur le rôle des officiers médias.

Le comportement des journalistes sportifs lors de la couverture des événements de la CAF :

La première thématique abordée

lors de cette session de formation portait sur le bon comportement des journalistes sportifs lors de la couverture des grands événements de la CAF. Il est primordial pour les journalistes de respecter les principes de l'éthique professionnelle, tels que l'objectivité, l'impartialité et la vérification des sources. Ils doivent également faire preuve de rigueur dans leur travail en fournissant des informations précises et complètes. La CAF accorde une grande importance à la qualité de la couver-

ture médiatique de ses événements et encourage les journalistes à respecter les normes professionnelles les plus élevées.

Le rôle des officiers médias de la CAF, du COCAN et de la sélection nationale :

Une autre partie de la formation a été consacrée à la présentation du rôle des officiers médias lors des événements de la CAF. Les officiers médias de la CAF sont responsables de la coordination des activités médiatiques pendant les matchs et les compétitions. Ils veillent à ce que les journalistes aient accès aux informations nécessaires et les aident dans leurs démarches. De plus, il a été souligné l'importance des officiers médias locaux (COCAN) et de la sélection nationale dans la communication avec les médias. Ces acteurs sont chargés de faciliter l'accès des journalistes aux joueurs, aux entraîneurs et aux autres membres des équipes nationales, ainsi que d'organiser les conférences de

presse avant et après les matchs.

L'organisation des conférences de presse et la gestion de la zone mixte :

La formation a également abordé des aspects pratiques de la couverture médiatique des événements de la CAF. Les journalistes ont été informés sur l'organisation des conférences de presse d'avant et d'après-match, qui sont des occasions précieuses pour obtenir des informations exclusives et des déclarations des joueurs et des entraîneurs. De plus, la gestion de la zone mixte a été discutée. La zone mixte est un espace où les journalistes peuvent interviewer les joueurs après les matchs. Les journalistes ont été sensibilisés à l'importance de respecter les règles et les délais établis pour garantir un environnement de travail efficace et respectueux.

La formation des journalistes sportifs maliens sur les techniques de couverture des événements de la CAF a été un succès. Les participants ont acquis des connaissances essentielles sur le bon comportement à adopter, le rôle des officiers médias et l'organisation des activités médiatiques lors des événements de la CAF. Cette initiative témoigne de l'engagement de la FEMAFoot à promouvoir un journalisme sportif de qualité et à garantir une couverture médiatique professionnelle des événements footballistiques maliens. Grâce à cette formation, les journalistes sportifs maliens seront mieux équipés pour informer et divertir les passionnés de football tout en respectant les normes éthiques et professionnelles.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Aujourd'hui, vous ferez le choix de redescendre en bas de l'échelle professionnelle. Pris par une volonté d'aider vos partenaires, vous refuserez de déléguer, pour privilégier la collaboration active et participative. Un choix audacieux qui surprendra ceux qui avaient perdu l'habitude de vous voir les mains dans le cambouis. Incontestablement, vous marquerez des points avec cette attitude qui sera appréciée de tous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos échecs ne font pas de vous quelqu'un de condamné à échouer toute sa vie. Lorsque vous aurez changé votre façon de voir les choses, vous observerez une réelle amélioration de votre situation. Au lieu de vous centrer sur le négatif et de partir battu d'avance, persuadez-vous que vous êtes capable de réussir. L'alignement actuel des planètes vous est favorable, profitez-en pour vous lancer, car les conditions sont optimales.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est un jour sans nuage côté travail. Vos supérieurs et collègues apprécieront tout ce que vous faites. N'hésitez pas à vous mettre en valeur, vous pourriez obtenir une belle promotion. Si vous faites partie des indépendants, de nouveaux contrats vont arriver. En recherche d'emploi, vous allez décrocher un poste qui vous plaît vraiment. Vous saurez montrer de quoi vous êtes capable et pourrez négocier au mieux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre force de caractère vous permet d'abattre des montagnes. Vous êtes plus déterminé que jamais à atteindre vos objectifs. Votre pugnacité et vos compétences sont remarquées. Une promotion ou de nouvelles responsabilités sont fortement envisageables. Vous ne pouvez qu'évoluer vers le haut. Attention, toutefois, à ne pas vous éparpiller. À force de vouloir trop en faire, vous pourriez perdre du temps sur des tâches insignifiantes.



Lion (22 juillet - 23 août)

Dans votre secteur d'activités, la concurrence est rude aujourd'hui. Il faudra ruser, être à l'affût, pour éviter de vous faire griller la politesse par un collaborateur ou par un confrère. C'est votre travail méticuleux et opiniâtre qui fera toute la différence. Donnez un coup de collier salvateur pour prendre la tête, cet acharnement sera payant même si vous risquez d'y laisser quelques plumes physiquement et nerveusement.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aujourd'hui, vous aurez envie d'évolution, et vous vous en donnerez les moyens. Travaillez les langues, votre stature internationale, cela vous sera utile pour marquer des points et prétendre à de nouvelles missions, soit au sein de votre job actuel, soit pour candidater ailleurs. Ne quittez pas une situation confortable à n'importe quel prix toutefois, pesez le pour et le contre avant de vous décider, demandez conseil.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, on boit littéralement vos paroles. Pourtant, ce n'est pas vous le chef, mais il semblerait que vous ayez le charisme et les épaules pour. Tout le monde vient vous demander conseil et certains projets sur lesquels vous ne figuriez pas requièrent désormais votre attention. Vous êtes devenu le conseiller que tout le monde s'arrache. Cela en dit long sur vos capacités et vos possibilités à évoluer au sein de l'entreprise.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le ciel est de votre côté. Rien ne vous arrête, votre dynamisme et votre esprit d'entreprise vous mènent au succès. Vous passez de l'idée à la réalisation de vos projets avec une aisance que plus d'un vous envie. Votre ténacité et votre courage sont également vos alliés. Ils vous aident à finaliser les projets les plus audacieux et les plus exigeants avec réussite. Voilà qui est de bon augure pour un avancement ou toute autre récompense.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

C'est le genre de journée où tout réussit. Tel Midas, tout ce que vous touchez se transforme en or. Les opportunités sont présentes, les contacts facilités. Il est grand temps de porter haut un projet professionnel qui vous tient à cœur, rien ne vous résiste aujourd'hui. Vous fédérez autour de vous, et une véritable armée de collaborateurs se dévouera pour vous aider dans la mise en place de ce qui sera une réussite.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous n'appréciez guère d'être challengé et pourtant, l'ambiance est à la compétition. Vos supérieurs ou vos partenaires professionnels attendent de la performance et du rendement. Vous devez leur en donner sous peine de disparaître des radars. Songez que vous savez vous organiser et que votre esprit méthodique est une aide précieuse dans ce genre de configuration. Si enfant vous n'aimiez pas du tout cette adversité, dites-vous que vous avez grandi !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le ciel vous invite à vous entourer des bonnes personnes. Certains de vos collègues cherchent à vous tirer dans les pattes, mais cela ne doit pas vous détourner de vos objectifs. En équipe, vous parviendrez à des miracles pour redresser une situation délicate. Toutefois, vous avez des difficultés à demander de l'aide. Ouvrez les yeux. Vous ne le voyez pas encore, mais vous avez également du soutien.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous avez tendance à tergiverser dans le travail, abandonnez ce trait de caractère, car la chance est de votre côté aujourd'hui. À condition de cesser de peser le pour et le contre, les astres se rangent de votre côté et vous mènent droit au succès. Affaire conclue, finalisation d'un projet, collaboration fructueuse, tout ira pour le mieux. Seul bémol, vous pourriez faire des envieux qui pourraient chercher à freiner votre progression.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>KASSOUB invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution : Le rêve brisé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat : Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>Mali Baron Binyamin : Mousa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune : La Visitation Générale de la 1ère ANS 2022 FCFIA d'Irrégularités féminines</p> <p>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes : 242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>ARGÈ : Moïstapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p>Economie et gestion : Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Deg élèves exposés à la querelle populaire</p> <p>Les travaux débutent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23